

D'ALLAIRE, Micheline, *Les communautés religieuses de Montréal, 1 : Les communautés religieuses et l'assistance sociale à Montréal, 1659-1900* (Montréal, Éditions du Méridien, 1997), 168 p.

Éric Vaillancourt

Volume 52, numéro 3, hiver 1999

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/005628ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/005628ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Vaillancourt, É. (1999). Compte rendu de [D'ALLAIRE, Micheline, *Les communautés religieuses de Montréal, 1 : Les communautés religieuses et l'assistance sociale à Montréal, 1659-1900* (Montréal, Éditions du Méridien, 1997), 168 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 52(3), 408–410.  
<https://doi.org/10.7202/005628ar>

## COMPTE RENDU

D'ALLAIRE, Micheline, *Les communautés religieuses de Montréal, 1: Les communautés religieuses et l'assistance sociale à Montréal, 1659-1900* (Montréal, Éditions du Méridien, 1997), 168 p.

Qu'on se le tienne pour dit, l'étude du flamboyant passé des communautés religieuses est d'actualité. De plus en plus d'historiens essaient de jeter un regard neuf sur certaines interprétations fortement teintées par l'héritage de la Révolution tranquille. L'amorce d'un important travail de réhabilitation ne fait aucun doute. L'ouvrage de Micheline D'Allaire s'inscrit résolument dans ce courant.

L'auteure a choisi de traiter des communautés religieuses montréalaises en deux tomes dont le premier concerne celles qui dispensèrent des «services médico-sociaux» entre 1659 et 1900. Elle nous présente le sujet d'une manière fort séduisante: «À vrai dire, il est impossible de comprendre l'histoire de Montréal, ni celle du Québec, ni même celle du Canada, sans connaître la fonction sociale et le rôle diversifié joué par l'ensemble des communautés religieuses, bien enracinées dans notre histoire. Justement, qu'en a retenu l'histoire? (p. 9)» En effet, il est tout à fait approprié de se poser cette question. Il est d'autant plus intéressant de le faire en écartant la sempiternelle analyse du discours idéologique des autorités ecclésiastiques et en se préoccupant avant tout des «soldats au front», d'une pratique effective.

Cependant, l'angle d'approche choisi par l'auteure est surprenant. Prétextant que «l'histoire des communautés religieuses est trop riche et complexe (p. 10)», elle se limite à «dresser une espèce d'inventaire» qui permettra de comprendre globalement comment les communautés religieuses en viennent, grâce à leur grande capacité d'adaptation, à modeler le contexte social montréalais.

Mais reconnaissons d'emblée que l'entreprise est méritoire. D'Allaire a d'ailleurs pu compter sur la collaboration d'un bon nombre d'archivistes des communautés religieuses. La mention est encourageante, dans la mesure où les communautés religieuses sont toujours les gardiennes d'une bonne partie de la mémoire collective. Toutefois, il est heureux de constater que l'auteure s'appuie surtout sur l'emploi de «froides statistiques et [de] descriptions d'activités caritatives et éducatives (p. 11)». Car plusieurs pourraient s'inquiéter du fait que les informations les plus significatives de cette étude historique proviennent de questionnaires complétés entièrement par des tierces personnes.

Les deux premiers chapitres servent à décrire la «toile de fond». Encore là, c'était une lourde tâche que d'essayer d'expliquer aussi brièvement l'évolution de l'assistance, de l'environnement sanitaire et des structures hospitalières des ori-

[1]

gines de Montréal jusqu'à l'aube du XX<sup>e</sup> siècle. Bien que l'auteure eût pu faire preuve d'une plus grande finesse en intégrant, notamment, les résultats de recherches plus récentes concernant le rôle de la famille et de l'État et le développement de la santé publique, elle a quand même réussi à élaborer une trame d'ensemble intéressante pour les néophytes, tout en soulignant quelques éléments de réflexion stimulants.

D'Allaire place la famille au centre de son analyse; c'est «l'élément principal de l'organisation sociale». L'État vient lui suppléer et collaborer avec l'Église surtout pour éviter les désordres sociaux. L'auteure tient à distinguer l'«Église-magister», qui dicte la marche à suivre, de l'«Église agissante», caractérisée par les communautés religieuses. Selon elle, c'est à ce dernier niveau que l'assistance prend véritablement tout son sens au XIX<sup>e</sup> siècle. En étroite collaboration avec un laïcat beaucoup moins passif qu'on pourrait le croire, les communautés religieuses montréalaises viennent combler, par leur dynamisme, un «vide législatif dans le domaine de l'assistance (p. 37)».

Par ailleurs, le XIX<sup>e</sup> siècle est également le théâtre de nombreux changements dans les structures sanitaires et hospitalières. L'État intervient davantage et la définition traditionnelle de l'hôpital, géré depuis toujours par les communautés religieuses grâce à la charité publique, est appelée à être modifiée. La profession médicale multiplie les spécialités et s'emploie à transformer l'hôpital en «maison de guérison». À Montréal, le développement du réseau hospitalier anglo-protestant pave en quelque sorte la voie. De nombreuses institutions hospitalières catholiques spécialisées apparaissent ensuite dans la seconde moitié du siècle.

La description des œuvres de bienfaisance de sept communautés religieuses est l'objet des quatre derniers chapitres de l'ouvrage. Si l'effort de contextualisation semble constant, la dimension critique fait souvent défaut. D'Allaire parvient toutefois à ses fins en montrant l'ampleur considérable du travail accompli. Elle appuie son propos de plusieurs tableaux statistiques dont la présentation laisse malheureusement à désirer. Dotées d'une «indépendance relative», d'«ouverture d'esprit» et d'«audace», ces communautés religieuses, par surcroît composées majoritairement de femmes, ont été à l'avant-garde dans plusieurs domaines. L'auteure esquisse de plus les contours d'un fonctionnement en réseau. S'il y a certains recoupements, les communautés se répartissent la plupart du temps les «victimes sociales» de l'industrialisation et de l'urbanisation.

En somme, cet inventaire renferme des pistes de réflexion qu'il conviendrait d'approfondir davantage. Entre autres, il est précisé au détour d'une phrase que la population aurait été également une force agissante dans la mise en place de ce réseau d'assistance. Espérons qu'il sera permis de pousser l'analyse un peu plus loin dans le deuxième tome consacré aux communautés enseignantes.